

Denis Lherm, Yann Saint-Sernin
et Xavier Sota
y.saint-sernin@sudouest.fr

En 2023, ces alertes que le Département n'a pas voulu voir

En 2023. Chaque lundi matin, le président du Conseil départemental de la Gironde, Jean-Luc Gleyze, reçoit les relevés de collecte des DMTO. Cet acronyme désigne les droits de mutation à titre onéreux, la principale ressource des Départements, une taxe sur les transactions immobilières. Les belles années, en 2021 et 2022, la Gironde en percevait pour plus de 550 millions d'euros (M€). De quoi voir venir, pensait-on. Des notes confidentielles des services remontées à la surface ces dernières semaines documentent pourtant une nouvelle année de descente aux enfers. Elles attestent des informations très précises dont disposait l'exécutif.

« La boussole de la résilience »
La crise prédite en 2022 se déploie en 2023. L'inflation bondit à 5,1 % en mai, les recettes de DMTO reculent de 33 % par rapport à l'année précédente. Le 3 juillet, un séminaire de la majorité aurait pu être un moment de vérité. L'administration est invitée à présenter aux élus ses travaux pour réaliser de drastiques économies. Au dernier moment, la réunion est réorientée vers une thématique plus philosophique et beaucoup moins opérationnelle, « la boussole de la résilience »...
Le 6 juillet, le directeur des finances, Xavier Jorrot, alerte Jean-Luc Gleyze. Les recettes de DMTO seraient inférieures de 15 à 71 M€ par rapport aux 520 M€ prévus au budget primitif. La note est assortie d'une mention manuscrite, vraisemblablement de la

À la tête des services, Renaud Helfer-Aubrac « trouvait que la réaction n'était pas à la hauteur du cataclysme »

main du directeur général des services (DGS), Renaud Helfer-Aubrac : « Les prévisions nous engagent impérativement dans la maîtrise drastique de nos dépenses. » Dans la grammaire administrative, cet ajout équivalait à un signal d'alarme.
Car Xavier Jorrot n'est pas le seul à s'inquiéter. À la tête des services, Renaud Helfer-Aubrac voit rouge. « Il trouvait que la réaction n'était pas à la hauteur du cataclysme. Il disait qu'on vivait "un jour sans fin" », se souvient une fonctionnaire. Helfer-Aubrac est le petit-fils des résistants Lucie et Raymond Aubrac. Sorti de Harvard, il baroude en Europe puis passe par le cabinet de Bertrand Delanoë à Paris. Un parcours presque antagoniste à celui de Jean-Luc Gleyze, qui avait abandonné Sciences Po pour devenir secrétaire de mairie à Captieux et gravir les échelons du Département. « L'un était sans doute trop tranchant, l'autre trop hésitant, souffle un élu de la majorité. Ils auraient pu se compléter et aller très loin ensemble. Sauf qu'ils se sont agacés mutuellement. »

Cette année-là, plusieurs notes d'alerte étaient adressées à Jean-Luc Gleyze, dont l'une préconisait d'économiser 73 millions – pile le montant arrêté lundi dernier par la Chambre régionale des comptes. Leur auteur a été limogé peu après

Lamise à mort d'Aubrac
Dans la construction budgétaire, le début de l'été est animé par une lettre de cadrage dans laquelle les services fixent des objectifs généraux. Celle de 2023 est carabinée : les dépenses de fonctionnement doivent baisser de 5 %. Les dépenses d'investissement sortent à 275 M€ maximum. Mais à la fin de l'été, les montants saisis atteignent déjà 317 M€. Le Département est loin du compte.
Dans une note adressée à Jean-Luc Gleyze le 14 septembre 2023, le DGS s'alarme : « Durant l'été, la chute des DMTO s'est encore accentuée. » En l'état, l'investissement prévu pour 2024 se situerait « dans le top 3 en termes de dépenses sur cette section en l'espace de vingt ans ». Aubrac propose un coup de rabot au bazooka : 96 M€, via des abandons ou reports sur les collèges, les routes, les Maisons de la solidarité...
Le 20 septembre, une nouvelle note confidentielle est adressée à Jean-Luc Gleyze. Elle acte une nouvelle dégradation. Il faut aussi trouver 73 millions d'économies sur le budget de fonctionnement. Explosif.

FINANCES DE LA GIRONDE, L'ENQUÊTE (2/3)
Alors que 50 Départements français sont au bord de la faillite, la Gironde essuie cet automne une crise financière historique. Pour documenter trois années de descente aux enfers, « Sud Ouest » a eu accès à de nombreux témoignages et documents internes inédits. Dernier épisode demain.

L'annotation manuscrite résonne comme une supplique : « Il y a urgence à ce que vous puissiez établir une stratégie politique pour des prises de décision rapides et fermes. »
Signe du climat qui règne au sein de la collectivité, pour rédiger la version finale de la note, quelques fonctionnaires ont travaillé en mode commando, sous le contrôle du seul DGS, sans en référer aux vice-présidents (VP) ni aux directeurs. Ce projet de rigueur identifie 60 M€ de dépenses facultatives engagées par la collectivité, qu'il propose de réduire de 80 %. Les dépenses identifiées comme

obligatoires mais modulables (971 M€) se voient appliquer une réduction de 25 %, les dépenses obligatoires non modulables (342 M€) ne sont pas touchées.
Toutes les directions sont affectées. À commencer par le train de vie de la collectivité : -800 000 euros sur la communication, -200 000 sur la téléphonie, -95 000 pour l'arbre de Noël, -176 000 pour l'amicale des élus. Les secteurs politiquement structurants sont essorés : les subventions aux 900 clubs sportifs perdent 2,5 M€, celles au monde agricole 1,4 M€, les ressources humaines 9,5 M€. La note cible aussi la transition énergétique (-1,4 M€), le nettoyage manuel des plages (-0,4 M€), mais aussi les très coûteux satellites du Département : Gironde Tourisme (-1,4 M€), l'agence culturelle Iddac (-1,8 M€)... Un moratoire sur le collège numérique apporterait 1,6 M€ et, en rationalisant les politiques, il serait possible de gagner 3,2 M€ sur le volet personnes âgées et 6,7 M€ sur le handicap.
Toute la politique « volontariste » du Département est passée au tamis. Mais sans appui, ce projet qui orientait la politique du Département sur plusieurs années n'avait guère de chance d'aboutir. Lors du séminaire du 2 octobre à Lormont, les propositions du DGS devaient être soutenues par le VP finances, Arnaud Arfeuille. Mais quelques heures avant le séminaire, Jean-Luc Gleyze met à la trappe le texte du VP.
« Sud Ouest » a pu connaître la teneur de ce discours jamais prononcé, qu'Arnaud Arfeuille n'a d'ailleurs pas voulu nous confirmer. Il s'apprêtait à

« Dès décembre, le VP finances voulait arrêter. Il était écoeuré et épuisé, il y laissait sa santé »

alerter notamment sur l'illusion dans laquelle s'était fourvoyé le Département : seules les années exceptionnelles de DMTO jusqu'en 2022 permettaient de soutenir le dispendieux plan collège et les politiques volontaristes du Département. Celles-ci étaient construites sur du sable mouvant.
À Lormont, Helfer-Aubrac est donc seul face aux puissants VP pour soutenir son plan. C'est le choc. « C'est digne de l'extrême droite », cingle Martine Jardiné, chargée de l'économie sociale et solidaire, qui devait perdre 5 M€. Gleyze ne dit mot. « Aubrac s'est fait démonter par les VP. Ça a été tellement violent qu'il est sorti vomir. Tout le monde a compris que son sort était scellé », relate un syndicaliste. Trois semaines plus tard, Jean-Luc Gleyze annonce le limogeage du haut fonctionnaire pour « rupture de confiance ». La purge touche aussi des cadres dont il était proche. « Cela n'a rien à voir avec sa note », assure aujourd'hui le président.

Le VP finances jette l'éponge
Le divorce entre orthodoxie budgétaire et orthodoxie politique s'achève en mars 2024 avec le départ d'Arnaud Arfeuille, qui cède sa vice-présidence aux finances, basculant vers le portefeuille de la coopération territoriale dans le cadre d'un remaniement de l'exécutif lié aux législatives et au départ de la première VP, Christine Bost, devenue présidente de Bordeaux Métropole. Sollicité, Arnaud Arfeuille se borne à démentir toute démission. « Dès décembre, il voulait arrêter. Il était écoeuré et épuisé, il y laissait sa santé. Avec le départ d'Aubrac, il n'avait plus aucun soutien », relatent un fonctionnaire et une personnalité de la majorité.
Sollicité, Renaud Helfer-Aubrac s'en tient à une brève déclaration : « J'ai tourné la page. Je n'apporterai pas de commentaire aux notes dont vous me parlez. Jean-Luc Gleyze a raison de dénoncer le mode de financement des Départements. Je peux simplement vous confirmer que, face à cette situation, les services ne sont pas restés inactifs. J'ai une chaude pensée pour eux. »
En décembre, le Département vote finalement un budget primitif 2024 « empêché » mais équivalent à celui de l'année précédente (d'autres programmes seront toutefois abandonnés en cours d'année). Plus d'un an après, le compte administratif 2024 affiche un trou de 40 M€. « Pouvais-je opérer un tel virage en quelques semaines ? » interroge le président aujourd'hui. C'est pourtant ce que la Chambre régionale des comptes va l'obliger à faire. Le montant des économies à réaliser dans les trois prochaines années, qui devra être voté le 1^{er} décembre, a été arrêté ce lundi à... 73 M€. Exactement le montant préconisé par l'ex-DGS il y a deux ans.

SECRETARIAT DGS D'
20 SEP. 2023
Note confidentielle à l'attention de M. Jean-Luc Gleyze
Objet : Alerte sur la baisse significative des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) en 2023
L'objet de cette note est d'alerter sur la baisse des droits de mutation à titre onéreux que va subir le Département de la Gironde d'ici la fin d'année 2023 avec l'impact de cette diminution sur le budget départemental.
Il y a urgence à ce que vous puissiez établir une stratégie politique pour des prises de décision rapides et fermes
L'objet de cette note est d'alerter sur la baisse des droits de mutation à titre onéreux que va subir le Département de la Gironde d'ici la fin d'année 2023 avec l'impact de cette diminution sur le budget départemental.
Ce dépassement en investissement porterait à plus de 15 ans la capacité de désendettement du Département.
Bordeaux, le 06 juillet 2023
Photo : Thierry David / SO